

Pouvoirs
dans la Caraïbe

Pouvoirs dans la Caraïbe

Revue du CRPLC

Spécial | 1997
Sciences sociales et Caraïbe

Introduction

Myriam Cottias



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/plc/684>

ISSN : 2117-5209

Éditeur

L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1997

Pagination : 9-15

ISSN : 1279-8657

Référence électronique

Myriam Cottias, « Introduction », *Pouvoirs dans la Caraïbe* [En ligne], Spécial | 1997, mis en ligne le 01 avril 2011, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/plc/684>

Introduction

L'idée du programme « Sciences sociales et Caraïbe » est née d'une expérience, celle du monde de la recherche sur la Caraïbe qui est souvent l'expérimentation du cloisonnement et de la fragmentation intellectuelle. Ces divisions peuvent sembler être elles-mêmes comme des métaphores de « ces poussières d'îles » égrenées entre deux continents pour reprendre une formule de Derek Walcott. Elles peuvent sembler rendre compte d'une hétérogénéité d'évidence : géographique, politique ou sociale dans son acception large. Pourtant, ce qui donne à la région son hétérogénéité contemporaine, à savoir l'histoire coloniale et ses avatars, l'inscrit dans la pensée avec son contraire, l'homogénéité.

En effet, l'ensemble régional est sous-tendu par une histoire coloniale qui a constitué l'arc antillais en entité dont la définition moderne s'élabore à la fin du XV^e siècle. Domaine des Taïnos et des Caraïbes aux premiers siècles de notre ère, les Antilles deviennent brutalement avec le sucre, le pivot économique de l'Europe. Les îles sont alors l'objet des rivalités entre les puissances européennes changeant de souveraineté au gré des victoires. De ces conflits d'intérêt naissent cependant la cohésion de l'ensemble. Même si les problèmes de successions royales se règlent sur la mer des Antilles à travers des oppositions violentes, le système de l'esclavage cimente la pensée philosophique et économique de l'époque et structure les relations entre les îles. Ce n'est qu'avec la stabilisation des partages territoriaux, que les tutelles s'appuyant sur des relations établies précédemment comme le système de l'Exclusif, se sont consolidées très tardivement vers le milieu du XIX^e siècle. Les îles ont semblé se clore sur elles-mêmes. Elles ont alors privilégié le rapport avec une métropole plutôt qu'avec leurs voisins directs, cédant aux forces centripètes de l'économie. L'immigration des populations des Caraïbes vers l'Europe ou les Etats-Unis en est un exemple. L'hétérogénéité

s'ancrait sous toutes ses formes et trouvait une traduction intellectuelle et académique.

De nos jours, les chercheurs doivent gérer leur isolement par rapport à leurs confrères caribéens et voient se développer des analyses partielles de la région. Un petit nombre de recherches tentent d'établir des liens horizontaux entre les différentes sociétés : il y a peu d'analyses globales de cet ensemble et de mise en perspective des problématiques¹.

Parallèlement, dans l'ensemble universitaire français, seulement de rares cursus sont consacrés à la région Caraïbe dans son ensemble². L'enseignement sur les sociétés des Caraïbes qui ferait état de la bibliographie, de l'historiographie régionale, des recherches passées et en cours est faible. En conséquence, il n'y a pas de transmission, d'empilement, de « sédimentation du savoir » selon l'expression de Lévi-Strauss. Chaque nouveau chercheur doit établir par lui-même ses connaissances, faire un travail de recherche des résultats comme si les travaux antérieurs n'avaient pas laissés de trace. La recherche sur la Caraïbe en pâtit. Elle est pénalisée par ces recommencements perpétuels. Le développement et le renouvellement des questionnements sont obérés par des origines qui n'arrivent pas à former un héritage actif et à s'inscrire dans un cursus universitaire.

En faisant le bilan de l'ensemble des recherches menées sur la Caraïbe, on note aussi, à l'exception de Cuba et d'Haïti, le maintien des liens verticaux avec les métropoles historiques ou d'influence du fait du réseau universitaire et, surtout, des débouchés professionnels qu'il représente. Ces relations prédominent et renforcent l'émiettement

¹ Le CRPLC a organisé des colloques et coordonné des programmes pionniers dans le domaine de la recherche sur la Caraïbe. Voir le programme « Evolution politique et développement dans les Caraïbes » sous la direction de Justin Daniel, Christian Girault et Denis-Constant Martin ; ou encore le colloque organisé, en 1992, par GEODE sous la direction de Maurice Burac sur « La Guadeloupe, la Martinique et la Guyane dans le monde américain ».

² L'Université des Antilles et de la Guyane est une exception du fait de ses objectifs particuliers comme celui de s'inscrire dans son environnement régional.

de la recherche. En effet, celle-ci répond souvent aux problématiques et aux paradigmes dominants dans les métropoles et n'en finit pas ainsi d'expérimenter la dépendance. Est-ce un hasard si la recherche francophone s'intéresse à la définition de la citoyenneté dans les Antilles françaises et l'article à une définition de l'identité ? En est-ce un autre de voir la recherche anglophone revenir de façon récurrente sur la définition des rapports inter-ethniques et sur les relations de pouvoir selon des critères raciaux ?

Il existe certes un rempart sérieux à la communication entre les entités régionales qui tient à la différence des langues parlées dans la région. C'est un handicap sérieux à la coopération et cela engendre même des attitudes caricaturales comme cette étude sur une catastrophe naturelle qui avait exclu l'île de la Guadeloupe de son analyse car le chercheur ne connaissait pas le français !

Pourtant, un discours intellectuel s'affirme depuis les années 70, insistant sur la nécessaire cohésion de la région, une cohésion donnée par l'histoire mise à mal, selon nous, depuis les indépendances, la départementalisation pour les DFA ou l'association pour Porto Rico. En fait, ce discours a d'autant moins de mal à s'affirmer que des similitudes de vie se retrouvent à la Martinique, à la Jamaïque ou à Cuba. C'est partout une même partition bien que les accords soient différents. On retrouve partout la «poétique de la relation» qu'élabore Edouard Glissant comme l'enjeu, le pivot essentiel de la région.

Ce constat est relayé aujourd'hui par la mise en place de lieux de rencontre et d'échange qui s'organisent sur la région tels que la *Caribbean Studies Association*, la *Caribbean History Association* ou encore, *l'Union des Universités de la Caraïbe*. Cette volonté est appuyée chaque année par la signature d'accords d'échange entre universités.

Ce n'est donc pas l'institutionnalisation de cette volonté qui est en cause mais peut-être encore le manque de banalisation des échanges. Il faut que ces décisions s'inscrivent dans le temps, il faut que les échanges entre professeurs, chercheurs et étudiants,

s'intensifient et deviennent une habitude pour que la recherche puisse se penser, se concevoir sur un plan caribéen. Sans pour autant proposer un nouvel essentialisme ou une nouvelle identité close sur elle-même, il faut expérimenter la « caribéanité ».

Le but du programme « Sciences sociales et Caraïbe » est ainsi d'établir ou de rétablir des liens horizontaux, de retrouver une tradition de circulation des personnes et des idées. Il s'agit d'établir le champ de la recherche sur les Caraïbes comme un domaine actif capable de proposer de nouveaux champs d'investigation. Ils se situeraient hors du paradigme de la dépendance qui limite la réflexion.

L'objectif du programme « Sciences sociales et Caraïbe » est de favoriser la consolidation d'une communauté scientifique éparse à travers la Caraïbe en créant un lieu commun de recherche et de formation interdisciplinaire et thématique, entre chercheurs et étudiants.

Le thème général intitulé « Des modes de colonisations à la formation des identités et des entités caribéennes » cherche à établir les points de similitudes et de différences entre des sociétés dont l'origine a été donnée par la même impulsion colonisatrice de l'Europe et qui ont eu des évolutions différentes qui tiennent aussi bien dans des explications économiques, politiques et culturelles. Ce thème très vaste a pour but d'englober toutes les propositions de recherche et d'enseignement, dans un premier temps. Il est précisé au sein de trois ateliers de travail dont les intitulés sont « 'Race', ethnicité, groupes et mouvements sociaux » ; « Mémoire et histoire dans les sociétés caribéennes : une approche comparée » ; « Identités caribéennes et espace économique ». Placés sous la responsabilité des enseignants, ils permettent aux étudiants de présenter leurs travaux, l'après-midi, tandis que les premiers exposent, le matin, en séance plénière.

La première session du programme a réuni, du 7 au 18 juillet 1997, quatorze professeurs et trente-trois étudiants de 2^e et 3^e cycle, issus d'Haïti, de Trinidad, de Jamaïque, de Porto Rico, de Barbade, de Cuba, de la Martinique, de Guadeloupe, d'Europe et des Etats-Unis.

Tous sont venus relever ce défi qui se pose et s'impose à la région, celui d'établir une coopération et une collaboration de travail. Qu'ils en soient tous remerciés et plus particulièrement les professeurs qui ont accepté de prendre le risque de cette première édition et se sont investis avec générosité :

Michel ACACIA, Université Caraïbe, Haïti
 Alain-Philippe BLERALD, U.A.G., Martinique
 André BURGUIERE, EHESS, Paris
 Digna CASTAÑEDA, Universidad de Habana, Cuba
 Fred CONSTANT, U.A.G., Martinique
 Myriam COTTIAS, C.N.R.S., U.A.G., Martinique
 Justin DANIEL, Directeur du C.R.P.L.C., U.A.G., Martinique
 Michel GIRAUD, C.N.R.S., U.A.G., Martinique
 Michel HECTOR, Université d'Etat, Haïti
 Gérard NOIRIEL, EHESS, Paris
 Bishnu RAGOONATH, University of the West Indies, Trinidad
 Fred RÉNO, U.A.G., Guadeloupe
 Marie-Françoise ZEBUS, INRA, Guadeloupe

Je remercie aussi les organismes qui ont rendus possible cette opération :

l'Université des Antilles et de la Guyane, la Faculté de droit, le Conseil Général, le Conseil Régional, le Ministère de la Coopération, le Ministère des DOM-TOM (fond FIC), les Fonds Européens, l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, l'Université de Porto Rico et plus particulièrement le Professeur Emilio Pantojas, le SERMAC, l'A.R.D.T.M.

Et surtout, le C.R.P.L.C. qui a accueilli le projet et a mis à sa disposition sa logistique. Les « Dames du C.R.P.L.C. » sont saluées ici chaleureusement et particulièrement Michaëlle Montanus qui est l'assistante toujours efficace, compétente et souriante du programme.

Cette première session a permis d'expérimenter les problèmes empiriques qui se posent à la Caraïbe : linguistiques car nous avons dû assurer un « bricolage » linguistique (selon l'expression de Roger Bastide) parfois périlleux ; de transport car il est long et difficile de circuler dans la Caraïbe du fait des communications aériennes ; du manque d'harmonisation des diplômes...

Cette première session a permis aussi, et c'est essentiel dans notre démarche, de créer un lieu de convivialité réelle entre les participants. Des liens se sont tissés, notamment entre les étudiants. Ils leur permettent depuis de se sentir plus inscrits dans un réseau caribéen : l'habitude de la relation est amorcée.

C'est une sélection des travaux des étudiants qui est présentée dans ce numéro spécial de *Pouvoirs dans la Caraïbe* sous forme d'articles pour les travaux les plus achevés ou sous forme de notes pour les travaux qui en sont à leur début. Ils sont publiés dans leur langue originale.

Ils montrent la diversité des questions qui animent la jeune recherche sur les Caraïbes. Ils sont organisés en trois parties.

La première concerne « la production historique des identités » et rassemble trois articles qui insistent sur l'établissement des choix identitaires. Gérarde Magloire indique de nouvelles pistes pour analyser l'identité proposée à la nation haïtienne : une identité héritée de la France, maintenue par l'élite et totalement étrangère à la majorité des membres du corps social. Aleric Josephs insiste sur l'importance des sources issues des femmes. Elles permettent de compléter le récit historique sur les sociétés caribéennes. Mareia Quintero, quant à elle, explore les métaphores identitaires utilisées dans les discours sur la culture caribéenne et brésilienne et notamment dans la musique.

La seconde partie pose une question qui n'est pas assez analysée dans les sociétés caribéennes, celle du rapport entre « Politique et société : une histoire antagonique ? »

Deux articles s'y trouvent. Celui de David Rigoulet-Roze décrit la généalogie de l'idée de départementalisation dans les sociétés françaises des Antilles. Celui de Carlo Célius commente et analyse le contrat social haïtien proposé par Toussaint Louverture et pose la question de la réalité et des modalités de cette indépendance.

La troisième partie, en cette époque de mondialisation des échanges, fait un point sur « la Caraïbe face au monde » ; Monique Milia aborde cette question sous l'angle du rapport entre les DFA et la métropole française. Les migrations de population organisées par l'Etat entre 1952 et 1963 étaient présentées comme une solution aux problèmes sociaux et devaient permettre d'inscrire les DFA dans la modernité. Karen Orenge-Serra dans un article d'économie examine en particulier le cas de Porto Rico. Elle souligne les avantages des pays de la Caraïbe qui devraient leur permettre de relever le défi posé par l'ALENA.

A ces articles succèdent des notes sur les recherches en cours de Thierry Nicolas, Shirley-Ann Hussen et Olivier Pulvar.

Tous témoignent du dynamisme des études sur les Caraïbes et plaident, selon nous, pour la consolidation des échanges et la pérennisation des programmes de coopération universitaire et de recherche.

Myriam COTTIAS
Chercheur au CNRS,
Responsable du programme
« Sciences sociales et Caraïbe »